

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 7 OCTOBRE 2014**

CH/RT

**OBJET : N° 1.3.2. – ADMINISTRATION GENERALE –
DEMANDE DEGREVEMENT MME MARTIN A MEYRAS -**

L'an deux mille quatorze, le sept du mois d'octobre à neuf heures quinze minutes, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Etaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,
M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,

M. Joseph FALLOT, Membre du Bureau,
M. Jean-Pierre IMMACOLATO, Membre du Bureau,
M. Jean-Marie DURIEU, Membre du Bureau,
Mme Dominique CHAGNOL, Membre du Bureau,

Etaient absents :

M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat,

M. René UGHETTO, Membre du Bureau,
M. Marc SOUTEYRAND, Membre du Bureau,
M. Stéphane CIVIER, Membre du Bureau,
M. Patrice FLAMBEAUX, Membre du Bureau, (excusé)
M. James BELLOT, Membre du Bureau, (excusé)
Mme Jessica KONARZEWSKI, Membre du Bureau.

A été élu secrétaire de séance : M. Angelin RAMANMALI.

**OBJET : N° 1.3.2. – ADMINISTRATION GENERALE –
DEMANDE DEGREVEMENT MME MARTIN A MEYRAS -**

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du Comité Syndical en date du 26 mai 2014).

Par courrier du 29 juillet 2013, Mme MARTIN Christine a sollicité la SAUR pour obtenir un dégrèvement suite au constat d'une fuite d'eau sur la période du 24 avril au 18 octobre 2012, la facture de juin 2013 présentant une consommation de 2 876 m³, soit un dépassement de 2 870 m³ au regard de la consommation moyenne des années antérieures qui s'élevait à 6 m³.

La réparation par un professionnel a été effectuée rapidement.

Il est proposé d'accorder un dégrèvement au titre des nouvelles dispositions du décret du 24 septembre 2012.

Considérant que le montant à prendre en compte dépasse 4 000,00 €, le Bureau Syndical est appelé à délibérer sur cette proposition.

Après en avoir débattu, le Bureau Syndical, à l'unanimité des membres présents, **ADOpte** cette proposition.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,
Le Président,

Jean PASCAL